Ambassade de France en Arménie
Service de presse

Revue de la presse arménienne du 20 juin 2018

La levée de l'immunité parlementaire du député de la fraction Républicain Manvel Grigorian fait la une de tous les journaux.

Manvel Grigorian privé de l'immunité parlementaire / Tous les quotidiens reviennent sur la session extraordinaire de l'Assemblée nationale durant laquelle le député de la fraction républicaine Manvel Grigorian a été privé de son immunité parlementaire suite aux découvertes sur ses abus (pour plus de détails, voir les revues du 16-18 juin et du 19 juin). Une affaire pénale a été lancée contre Grigorian. Les députés de toutes les fractions ont déclaré que si après l'investigation Grigorian était reconnu coupable, il devrait être puni avec toute la rigueur de la loi. Les députés de la fraction « Yelk » ont pourtant rappelé que Grigorian n'est qu'un des multiples élus corrompus « on n'a coupé que l'un des arbres, mais une forêt entière est devant nous » ont déclaré les députés de la fraction de Pachinian. A la question de savoir si le parti Républicain est prêt à assumer la responsabilité politique des actions de Grigorian, le chef de la fraction Vahram Baghdassarian a déclaré que le parti n'avait pas à assumer la responsabilité des actions de chaque individu. Le quotidien *Hraparak* a indiqué que la valeur des biens détournés par Grigorian est estimée à sept million de drams. Le quotidien *Aravot* indique que Manvel Grigorian a nié tout lien entre lui et les biens retrouvés par le Service de la sécurité nationale dans ses entrepôts, qu'il visitait rarement, et il aurait déclaré n'avoir aucune idée de la manière dont les biens destinés aux soldats de la guerre de quatre jours de 2016 se sont retrouvés dans ses entrepôts. Le quotidien *Hayots Achkhar* indique que selon les informations de l'enquête préliminaire, Grigorian aurait ordonné à l'un de ses employés, un certain Armen Hakobian, de se rendre à la police et d'assumer la responsabilité à sa place. Le quotidien *Haykakan Jamanak* révèle que la famille de Grigorian tenterait de cacher des preuves : son épouse aurait ordonné l'évacuation des entrepôts de l'Union des volontaires « Yerkrapah » de deux camions remplis de nourriture pour les militaires. Selon les sources d'*Hraparak* le Service de la sécurité nationale s'apprêterait à faire toute la lumière sur la corruption du Maire d'Erevan Taron Margarian et de l'ancien ministre des finances Gagik Khachatrian qui est soupçonné d'être le propriétaire réel d'un grand nombre d'entreprises dont « UCOM », « Megafood », « Megamotors », « Chronographe » etc. Selon ces mêmes sources, des négociations seraient menées avec l'oligarque et chef de la fraction « Tsaroukian » Gagik Tsaroukian afin de le convaincre d'abandonner ses ambitions politiques pour les prochaines élections sinon « le Service de la sécurité nationale ferait également une visite chez lui ».

Les medias arméniens perturbés par la déclaration de Nikol Pachinian/ Les quotidiens reviennent sur la publication Facebook du Premier ministre Nikol Pachinian dans laquelle il critiqué certaines compagnies de télévision pour leur actions « antiétatique ». Le Premier ministre a écrit: « En fait, plusieurs compagnies de télévision, utilisant la liberté d'expression illimitée, ont décidé de faire de la propagande antiétatique, ce qui prouve que certaines personnes considèrent l'éthique des autorités comme de la faiblesse ou de la naïveté, mais ne le faites pas! ». Tous les quotidiens ont tenté de faire préciser par le Premier ministre de quelles compagnies il s'agit, mais aucune réponse n'a été donnée. Le quotidien *Hayots Achkarh* critique la déclaration du Premier ministre en la qualifiant de tentative de limitation de la liberté d'expression. *Hayots Achkarh* indique que selon les internautes il s'agirait des chaines « Kentron » et « Yerkir media ». La première étant affiliée à l'oligarque Gagik Tsaroukian

avait fortement critiqué les changements à la loi sur les entreprises de bienfaisance que veut apporter le Premier ministre et qui affecteraient directement Gagik Tsaourkian (pour plus de détails cf. revue du 13 juin). La deuxième chaine, affiliée aux Dachnaks, avait critiqué la libération des membres du groupe « Sasna tsrer » et avait qualifié le travail du Service de la sécurité nationale de biaisé. Mais selon le quotidien *Aravot*, le porte-parole de Nikol Pachinian aurait nié l'implication des chaines « Kentron » et « Yerkir media ». Dans ce contexte, les quotidiens prennent note des démissions au sein de la télévision publique, qui concernent toutes les employés du bloc d'information de la chaine, notamment le directeur des programmes et des actualités de la chaîne Haroutyun Haroutyunian, le chef du service d'information du Journal télévisé « Orakarg » Artak Herikian, et les présentateurs du JT Taron Kokhlikian et Lara Arakelian. Malgré le fait que ces démissions soient présentées comme volontaires, certains medias y voient un lien avec la déclaration de la veille du Premier ministre.

Visite du groupe d'amitié France-Arménie / Les medias reviennent sur la visite du groupe d'amitié France-Arménie à Erevan. Le quotidien *Hayastani Hanrapetoutioun* indique que la délégation du groupe d'amitié France-Arménie de l'Assemblée nationale française a été reçue par le Catholicos Karékine II et a rendu hommage aux victimes du Génocide arménien au mémorial Tsitsernakaberd. Selon *Arminfo* la délégation de l'Assemblée nationale française dirigée par le chef du groupe d'amitié France-Arménie Jacques Marilossian a été reçue par le ministre arménien des Affaires Etrangères Zohrab Mnatsakanian. Le ministre a noté avec satisfaction que les visites des parlementaires français en Arménie sont fréquentes et a souligné dans ce contexte l'importance d'une coopération efficace entre les parlements des deux pays. Les interlocuteurs ont abordé des mesures conjointes visant à intensifier les relations commerciales et économiques bilatérales, en soulignant l'importance d'une utilisation plus efficace du potentiel existant. Les parties ont abordé les possibilités offertes par l'accord de partenariat global et élargi Arménie-UE, à la fois pour la coopération bilatérale et multilatérale. La coopération décentralisée et l'expansion des contacts dans les domaines scientifiques, éducatifs et culturels ont également été parmi les questions à l'ordre du jour. Les parties se sont également concentrées sur le prochain sommet de la Francophonie à Erevan et sur les préparatifs pour celui-ci. Mnatsakanian a hautement apprécié les efforts de la France, en tant que coprésidente du Groupe de Minsk de l'OSCE pour une résolution pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Les parlementaires français ont souligné la nécessité d'observer le régime du cessez-le-feu et ont exprimé leur soutien à un règlement exclusivement pacifique du conflit du Haut-Karabakh.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

*Hayastani Hanrapetoutioun- **quotidien, journal officiel, tirage-6000 exemplaires ;** Hayots Achkhar- **quotidien proche de l'opposition, tirage-3500 exemplaires ;** Azg- **hebdomadaire proche de l'opposition, tirage- 3000 exemplaires ;** Haykakan Jamanak- **quotidien proche du gouvernement, tirage-6500 exemplaires ;** Aravot- **quotidien proche du gouvernement, tirage- 2718 exemplaires ;** Jamanak- **quotidien proche du gouvernement, tirage- 5300 exemplaires ;** **Hraparak**-**quotidien proche du gouvernement, tirage-3400 exemplaires ;** **Joghovourd**-**quotidien proche du gouvernement, tirage-3500 exemplaires ;** Chorrord Ichkhanoutioun- **quotidien proche du gouvernement, tirage-5700 exemplaires ;** Golos Arménii- **trihebdomadaire en langue russe proche de l'opposition, tirage-3425 exemplaires ;** Novoyé Vrémia- **trihebdomadaire en langue russe proche de l'opposition, tirage- 5 000 exemplaires ;** 168 Jam- **hebdomadaire proche du gouvernement, tirage- 5000 exemplaires ;** Respoublika Arménia- **bihebdomadaire, journal officiel en langue russe, tirage-1500 exemplaires***

Réalisée à partir de publications arméniennes d'origines diverses parues au cours d'une journée définie, la présente revue de presse est un document de travail : il n'exprime en aucun cas les points de vue du gouvernement français sur les sujets abordés.